Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

WFP
wfp.org
Programme alimentaire mondial

R A P P O R T S P É C I A L

MISSION FAO/PAM D'ÉVALUATION DES RÉCOLTES ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU SWAZILAND

24 juillet 2015

Déni

Le présent rapport a été établi par Jonathan Pound (FAO), Jan Michiels et Rogério Bonifácio (PAM), sous la responsabilité des secrétariats de la FAO et du PAM, à partir d'informations officielles et officieuses. De plus, les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, aucune prise de position quant au statut juridique ou au niveau de développement des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières. La situation pouvant évoluer rapidement, prière de s'adresser aux soussignés pour un complément d'informations le cas échéant.

Shukri Ahmed
Économiste principal, EST-SMIAR
Division du commerce international et des marchés
FAO
Mél: giews1@fao.org

Chris Nikoi
Directeur régional
Afrique du Sud (RBJ)
PAM
Mél: chris.nikoi@wfp.org

© FAO 2015

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.

Veuillez noter que le présent rapport spécial peut être obtenu sur l'Internet dans le site Web de la FAO aux adresses URL ci-après: www.fao.org http://www.fao.org/giews/ et http://www.wfp.org/food-security/reports/CFSAM

Les alertes spéciales et les rapports spéciaux peuvent aussi être reçus automatiquement par courrier électronique dès leur publication, en souscrivant à la liste de distribution du SMIAR. À cette fin, veuillez envoyer un courrier électronique à la liste électronique de la FAO à l'adresse suivante: mailserv@mailserv.fao.org sans remplir la rubrique sujet, avec le message ci-après:

subscribe SMIARAlertes-L

Pour être rayé de la liste, envoyer le message:

unsubscribe SMIARAlertes-L

Les photographies de la page de couverture sont de Monsieur Jonathan Pound.

FAITS SAILLANTS

- En dépit de précipitations satisfaisantes au début de la campagne agricole 2014/15, une période de sécheresse prolongée entre janvier et mars 2015, trois mois critiques pour le développement du maïs, a fortement réduit les rendements et entraîné des pertes de récoltes généralisées, affectant principalement les zones agro-écologiques les moins productives.
- En raison principalement de l'impact des déficits pluviométriques, la production nationale de maïs en 2015 est estimée à 81 623 tonnes, soit un recul de 31 pour cent par rapport à la récolte exceptionnelle de 2014 et 6 pour cent de moins que la moyenne sur cinq ans.
- Au niveau infranational, les récoltes de maïs dans les zones agro-écologiques de Lowveld et du plateau de Lubombo ont atteint environ la moitié de leurs niveaux moyens. Toutefois, les récoltes dans les zones plus productives de Highveld et de Middleveld sont restées dans la moyenne, et ont permis d'éviter une contraction plus sévère de la production à l'échelle nationale.
- Selon les prévisions, l'état des pâturages devrait s'aggraver au second semestre de 2015, malgré un relatif répit dû à une amélioration de la pluviométrie en avril et en mai. Cette situation suscite des inquiétudes quant aux conditions du bétail jusqu'au début de la prochaine saison des pluies en octobre 2015.
- Les besoins totaux d'importation de céréales au cours de la campagne de commercialisation 2015/16 (mai/avril) sont estimés à 137 701 tonnes, y compris 43 000 tonnes de maïs blanc (à des fins de consommation humaine), 45 000 tonnes de maïs jaune (pour l'alimentation animale), environ 26 000 tonnes de blé et environ 24 000 tonnes de riz. Les importations de maïs de la National Maize Corporation devraient permettre de satisfaire les besoins prévus, cependant, le resserrement de l'offre de maïs à l'échelle régionale et la hausse des prix en Afrique du Sud, principale source de céréales du pays, pourraient exercer une pression à la hausse sur les prix intérieurs du maïs.
- La saison des pluies insuffisante en 2014/15 a eu une incidence négative sur la sécurité alimentaire d'un grand nombre de personnes vulnérables. Globalement, la forte dépendance à l'égard de la maïsiculture pluviale dans les zones reculées, les niveaux de revenus très faibles des petits exploitants ruraux, la faible intégration des marchés alimentaires, et la hausse des prix des denrées alimentaires et des intrants agricoles importés, conjugués aux effets profonds des taux élevés de VIH/SIDA parmi les travailleurs, sont les principaux facteurs de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité des ménages.
- Ainsi, les mauvais résultats de la campagne agricole 2014/2015, même s'ils n'ont pas été catastrophiques à l'échelle nationale, ont eu un impact évident sur la sécurité alimentaire, interrompant cinq années consécutives de baisse des taux d'insécurité alimentaire.
- On estime que 50 000 personnes (5,5 pour cent de la population) sont désormais en situation d'insécurité alimentaire sévère et ont besoin d'une aide extérieure, tandis que 18 pour cent supplémentaires sont en situation d'insécurité alimentaire modérée. Ces 23,5 pour cent d'insécurité alimentaire globale contrastent fortement avec les 3 pour cent enregistrés en 2014.
- La région de Lubombo est celle où les taux d'insécurité alimentaire sont les plus élevés. Environ 11,3 pour cent de la population est considérée en situation d'insécurité alimentaire sévère tandis que 28,2 pour cent supplémentaires sont estimés en situation d'insécurité alimentaire modérée. En outre, les stocks de maïs des ménages ont fortement reculé, notamment dans la région du plateau de Lubombo, où on estime que les stocks destinés à la consommation humaine ne couvrent plus que deux mois de consommation, contre cinq mois en 2014. Les réserves de maïs des ménages ont également reculé dans la région de Shiselweni, mais à un degré moindre, tandis qu'elles sont restées relativement stables dans les deux autres régions.
- Les marchés assurent un rôle majeur dans la fourniture de maïs aux ménages et près d'un tiers de la population rurale est confronté à des dépenses élevées voire très élevées pour l'achat de denrées alimentaires, en particulier dans les régions de Lubombo et de Shiselweni. Les ménages peinent ainsi à faire face aux effets conjugués des déficits de production et de l'augmentation des prix du marché, et se retrouvent rapidement exposés à l'insécurité alimentaire.
- La malnutrition chronique reste une source de grave préoccupation au Swaziland. Elle touche un enfant de moins de cinq ans sur quatre, et elle est plus prononcée dans les zones rurales et parmi les orphelins et les enfants vulnérables.
- La quasi-certitude de la formation d'un phénomène El Niño modéré à fort à la fin de 2015, susceptible de se prolonger en 2016, et les prévisions actuelles concernant les conditions climatiques, suscitent des préoccupations concernant la campagne agricole 2015/16, qui pourrait de nouveau souffrir d'une pluviométrie insuffisante. Le gouvernement doit prendre sérieusement ce scénario en considération, en raison de son impact potentiel sur la sécurité alimentaire.

VUE D'ENSEMBLE

Une mission conjointe FAO/PAM d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire (CFSAM) s'est rendue au Swaziland du 11 au 22 mai 2015 à l'invitation du Gouvernement du Swaziland afin d'estimer la production de maïs 2014/15 et d'évaluer la situation de la sécurité alimentaire. L'invitation a été adressée suite à une période de sécheresse prolongée entre janvier et mars 2015, qui a soulevé de sérieuses préoccupations quant aux répercussions possibles sur la récolte 2015 de maïs, en particulier dans les zones agro-écologiques de *Lowveld* et du plateau de *Lubombo*.

Les conclusions de la mission s'appuient sur quatre principales sources de données:

1. Des réunions institutionnelles avec divers organismes gouvernementaux (le Ministère de l'agriculture, le Bureau central des statistiques, les Services météorologiques nationaux, l'Agence nationale de gestion des catastrophes, le Ministère des finances, le Ministère de la planification économique et la Banque centrale du Swaziland), des organismes parapublics (la *National Maize Corporation*), des ONG (Technoserve), des agences des Nations Unies et des partenaires internationaux (FAO, PAM, PNUD et UE), et les principales minoteries du pays (*Swaziland Milling Ltd* et *Feedmaster*).
2. Des visites de terrain dans 14 zones de développement rural et des entretiens structurés avec 14 bureaux de vulgarisation agricole, sur les 17 que compte le pays.
3. Une enquête auprès des ménages couvrant neuf domaines thématiques: caractéristiques de base; actifs et accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène; production agricole; situation de l'élevage; revenus; habitudes de consommation; score de consommation alimentaire et diversité alimentaire; indice de stratégie d'adaptation et chocs; et santé et nutrition des enfants. La base de sondage, représentative au niveau national, a été conçue en collaboration avec le Bureau central des statistiques, à l'aide d'un processus d'identification à deux niveaux. L'échantillonnage en grappes a d'abord été appliqué aux quatre zones agro-écologiques (ZAE). Dans un deuxième temps, l'identification de second rang a été réalisée à travers un processus d'échantillonnage aléatoire dirigé, dans le cadre duquel l'identification de la zone de dénombrement, ainsi que le nombre de sites sélectionnés ont été pondérés proportionnellement à la densité de population dans les ZAE. Au total, 40 sites ont ainsi été choisis de manière aléatoire, et dix ménages identifiés au hasard dans chaque site, soit un total de 400 ménages. Toutefois, l'enquête n'a atteint réellement que 385 ménages en raison de contraintes de temps sur le terrain. Les agents chargés du recensement dans le cadre de la CFSAM ont bénéficié de deux jours de formation avant l'enquête, afin de se familiariser avec le questionnaire, les techniques d'entretien et l'utilisation de tablettes Android. Un essai pilote de l'outil a été réalisé avant la mise en œuvre de l'enquête afin de permettre aux enquêteurs de manipuler l'outil et de traiter/corriger d'éventuels problèmes et préoccupations des enquêteurs (voir tous les détails dans la section 5.1).
4. Une enquête de marché: des entretiens structurés avec des commerçants dans quatre marchés stratégiques.

En dépit de précipitations satisfaisantes au début de la campagne agricole 2014/15 (octobre/juin), une période de sécheresse prolongée entre janvier et mars 2015, une phase critique pour le développement du maïs, a fortement réduit les rendements et entraîné des pertes de récoltes généralisées, affectant principalement les zones agro-écologiques les moins productives de *Lowveld* et du plateau du *Lubombo*. Les mauvais résultats de la récolte de maïs en 2014/15 sont principalement dus au stress hydrique; les autres facteurs tels que les ravageurs, les maladies, et des retards dans les semis dans certaines zones localisées, ont été d'une importance relativement mineure.

Les pluies abondantes au début de la campagne et la disponibilité suffisante de semences ont encouragé une expansion de presque 1 pour cent des semis de maïs en 2014/15, une superficie similaire à celle de l'année précédente, supérieure à la moyenne. Toutefois, la sécheresse a provoqué une forte baisse des rendements, notamment dans les ZAE de *Lowveld* et du plateau de *Lubombo*, résultant en un faible ratio superficie ensemencée-superficie récoltée. À l'échelle nationale, le rendement moyen de maïs est estimé à 1,2 tonne par hectare, soit une production nationale de maïs estimée à 81 623 tonnes en 2015, un recul de 31 pour cent par rapport à la récolte exceptionnelle de 2014 et 6 pour cent de moins que la moyenne sur cinq ans.

On estime les besoins totaux de maïs du pays à 172 170 tonnes, dont un peu plus de 109 000 tonnes pour la consommation humaine. Compte tenu des 81 623 tonnes de maïs récoltées en 2015, on estime à 85 547 tonnes les besoins d'importation de maïs au cours de la campagne de commercialisation 2015/16 (mai/avril), dont 43 000 tonnes de maïs blanc (pour la consommation humaine) et 45 000 tonnes de maïs jaune (pour l'alimentation animale). À ce niveau, les importations totales de maïs en 2015/16 pourraient enregistrer une hausse de respectivement 20 pour cent par rapport à la précédente campagne, et 10 pour

cent par rapport à la moyenne sur cinq ans. Les besoins totaux d'importations céréalières sont estimés à 137 701 tonnes, dont environ un tiers de blé et de riz.

La situation de l'élevage au moment de la mission était globalement satisfaisante. Néanmoins, l'état des pâturages pourrait se détériorer au second semestre de 2015, malgré un relatif répit dû à une amélioration de la pluviométrie en avril et en mai. Cette situation suscite des inquiétudes quant aux conditions du bétail jusqu'au début de la prochaine saison des pluies en octobre 2015. Les résultats de l'enquête auprès des ménages indiquent déjà une détérioration de la situation, puisqu'un tiers des ménages ont signalé un état de santé du bétail moins bon en mai 2015 qu'en mai 2014.

La forte diminution de la production de maïs en 2015 a eu un impact négatif sur la sécurité alimentaire d'un grand nombre de personnes vulnérables. Globalement, la forte dépendance à l'égard de la production de maïs non irriguée dans les zones reculées, les niveaux de revenus très faibles des petits exploitants ruraux, la faible intégration des marchés alimentaires, et la hausse des prix des denrées alimentaires et des intrants agricoles importés, ont été les principaux facteurs de l'insécurité alimentaire et ont aggravé la vulnérabilité des ménages face aux chocs. Ces caractéristiques se reflètent dans le type de chocs que les foyers ont signalé, les déficits pluviométriques étant le plus souvent cités, en particulier dans les régions de *Shiselweni* et du plateau de *Lubombo*. En revanche, la plupart des ménages dans les régions plus humides et plus productives de *Manzini* et *Hhohho* n'ont déploré aucun choc affectant leur sécurité alimentaire.

Les mauvais résultats de la campagne agricole 2014/15 ont largement inversé les gains de sécurité alimentaire obtenus au cours des cinq précédentes campagnes. On estime que 5,5 pour cent de la population est désormais en situation d'insécurité alimentaire sévère alors qu'en 2014 on estimait à seulement 3 pour cent le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire (sévère et modérée). Comme prévu (compte tenu des conditions climatiques), la situation est nettement plus grave dans la région plus sèche du plateau de *Lubombo*, où le taux d'insécurité alimentaire sévère a atteint 11,3 pour cent (sachant qu'on estime que 28,2 pour cent supplémentaires sont en situation d'insécurité alimentaire modérée). Les taux d'insécurité alimentaire dans la région de *Shiselweni* sont semblables à ceux du reste du pays, tandis que dans les régions plus humides et plus riches de *Hhohho* et *Manzini*, la situation est quelque peu meilleure.

La majorité des ménages interrogés (70 pour cent) ont été décrits comme des ménages agricoles, cependant, seulement 10 pour cent d'entre eux tirent leur principale source de revenus de l'agriculture ou de l'agro-pastoralisme; le travail salarié reste la principale source de subsistance. L'agriculture représente ainsi une source importante de nourriture plutôt qu'une source de revenu. Le repli de la production de maïs en 2015 a entraîné une baisse générale des réserves des ménages, en particulier dans la région de *Lubombo* (les réserves ne couvrent plus que deux mois de consommation d'un ménage, contre 5 mois en 2014). Les stocks dans le reste du pays sont restés à des niveaux plus gérables.

Les résultats de l'enquête indiquent que près de la moitié des ménages ruraux dépensent environ 50 pour cent de leur revenu pour l'achat de nourriture, et que près d'un tiers des ménages de l'échantillon consacrent une forte (65-75 pour cent) ou très forte proportion (>75 pour cent) de leur revenu à leur alimentation. C'est dans les régions du plateau de *Lubombo* et de *Shiselweni* que l'on trouve les taux les plus importants de ménages confrontés à des dépenses élevées et très élevées consacrées à la nourriture (environ 40 pour cent), alors que la proportion est un peu plus faible à *Hhohho*, environ 25 pour cent. Lorsque que des proportions aussi importantes du revenu sont consacrées à l'alimentation, les ménages peinent à faire face efficacement aux effets conjugués des déficits de production et de l'augmentation des prix du marché, et se retrouvent ainsi rapidement exposés à l'insécurité alimentaire

Les stratégies d'adaptation des ménages s'articulent principalement autour de restrictions caloriques. Là encore, le plateau de *Lubombo* est la région où le recours à des stratégies d'adaptation est le plus élevé, en corrélation étroite avec les niveaux élevés d'insécurité alimentaire. Le recours à des stratégies d'adaptation était à son plus bas niveau depuis sept ans au moment de l'enquête de la CFSAM, car c'est un indicateur retardé et l'enquête a eu lieu plus tôt (plus proche de la récolte) que lors des précédentes années. Toutefois, le recours aux stratégies d'adaptation devrait augmenter plus tard dans l'année.

Compte tenu de la vulnérabilité des ménages aux chocs de production liés au climat, il est d'une importance capitale que le gouvernement envisage sérieusement la possibilité d'une nouvelle mauvaise campagne agricole en 2015/2016, compte tenu de la présence du phénomène météorologique *El Niño*, historiquement associé à des niveaux réduits de précipitations par rapport à la moyenne. Une deuxième campagne agricole insuffisante, surtout si elle est d'envergure régionale, pourrait avoir de graves conséquences sur la sécurité alimentaire, en particulier pour les ménages des régions du plateau de *Lubombo* et de *Shiselweni*.